

.....► pour des services publics
au service de toutes et tous ◀.....

Nous sommes à la veille du dévoilement des préconisations d'Action Publique 2022, véritable « plan quinquennal gouvernemental » de réduction des services publics.

Dans la continuité de décennies de contre-réformes réduisant la portée universelle et redistributive des services publics, l'actuel gouvernement entend aller plus loin, plus fort dans cette politique de destruction. **Laminage, bulldozer, démantèlement**, les mots nous manquent pour caractériser l'agression en cours. Des premières informations qui ressortent, ça va faire mal !

Il s'agit à tout prix de **casser de l'emploi public** (objectif minimum de 120 000 suppressions de postes de fonctionnaires d'ici 2022), en passant par la privatisation et l'abandon de missions. **Pour l'utilisateur, devenir « client », ça coûtera plus cher au final**, sans garantie d'un meilleur service ! Rappelons qu'un fonctionnaire coûtera toujours moins cher qu'un actionnaire.

Au passage, après l'attaque contre le code du travail pour les salarié.e.s



du privé, **le gouvernement entend détruire les garanties individuelles et collectives des agent.e.s du public**. C'est une destruction du Statut du fonctionnaire qui est poursuivie, de la même manière que pour le statut des cheminots. C'est la fin du recrutement à statut pour les nouveaux entrants, c'est l'augmentation de la précarité, c'est le plan de départ « volontaire », c'est la fusion des CT avec les CHSCT, ce qui diminuera fortement leurs capacités, c'est la marginalisation des CAP...

Ne nous y trompons pas, **la situation des services publics est déjà fortement dégradée**. À titre d'exemple, la Santé est au bord de l'implosion avec une tiers-mondisation de notre système de soins. L'épisode des cartes grises

en Préfecture montre le mépris total des besoins de la population. La prise en charge des anciens en EHPAD est juste indigne. **C'est au nom de ces dysfonctionnements organisés d'en haut, que le gouvernement veut détruire ce qui reste !**

Nous en avons marre de ne devoir « gérer l'humain » que par le prisme du coût. Les effets de cette logique sont désastreux, particulièrement à la Santé où on ne peut plus soigner les gens !

C'est faire des économies visibles pour des coûts invisibilisés : fracture sociale, fracture territoriale, fracture sanitaire, fracture numérique, fracture sociétale... et in fine, fracture démocratique.

On est bien au cœur de la théorie libérale : garantir le capital contre l'érosion monétaire, mieux rémunérer les actionnaires et les créanciers, réduire la progressivité de l'impôt, réduire le coût du travail (en fait, baisser les salaires), réduire le rôle redistributif de l'État, casser les statuts, supprimer les services publics en les offrant au secteur privé, mettre l'État uniquement au service des entreprises et des puissants...

Pour la CGT, nous avons besoin de refonder les services publics en partant des besoins !

Nous réclamons

- ➡ **une négociation salariale immédiate** : dégel du point d'indice, rattrapage des pertes subies et augmentation générale, abrogation du jour de carence
- ➡ **un dégel budgétaire** qui mette fin aux carences d'emplois et donne des réels moyens humains et financiers au service public pour qu'il puisse vraiment répondre aux besoins
- ➡ **l'abandon du programme Action Publique 2022**
- ➡ **le maintien d'un maillage territorial de proximité pour l'ensemble des missions**
- ➡ **que le service public reste gratuit et universel, avec des personnels sous statut**
- ➡ **un moratoire sur la numérisation incontrôlée** des services publics, et notamment des « guichets »
- ➡ **une fiscalité redistributive des richesses** qui permette d'avoir des services publics partout et pour tous !


lacgt44.fr



Mardi 22 mai
Grève nationale et Manifestations

Nantes | 10h | Devant le CHU

St Nazaire | 10h | Place de l'Amérique Latine